



Avec les travailleurs sans-papiers de Chronopost Alfortville et leurs soutiens en lutte depuis plus de 3 ans pour leur régularisation

Rassemblement Vendredi 24 janvier 2025, 16H Devant la Préfecture à Créteil

Il y a 3 ans, 18 travailleurs sans-papiers exploités par Chronopost dans un système de sous-traitance en cascade se sont mis en grève pour défendre leurs droits et leur régularisation.

Le jeudi 31 octobre 2024, en début de matinée, sans avertissement, les forces de police dirigées par la préfecture du Val-de-Marne, ont encerclé en nombre et évacué le piquet de grève, légalement déclaré, installé depuis le 7 décembre 2021 devant l'agence Chronopost d'Alfortville.

Cette grève a pris le relais d'une première lutte, en 2019/2020, qui avait permis de faire régulariser 27 salariés sans-papiers de Chronopost, et 46 autres travailleurs sans-papiers d'autres entreprises, présents sur le piquet.

Les grévistes ont été rejoints et sont appuyés par des dizaines d'autres travailleurs sans-papiers, présents sur le piquet et dans toutes les manifestations, avec l'engagement des grévistes et des organisateurs de les défendre également devant les autorités étatiques. Ils sont aussi épaulés par de nombreux camarades dont la régularisation avait été refusée lors du 1^{er} conflit de 2019. **Cette solidarité organisée donne sa force au mouvement.**

Le piquet Chronopost a ainsi regroupé jusqu'à 200 travailleurs en lutte.

Chronopost, filiale colis du Groupe La Poste, dont l'Etat actionnaire est le véritable propriétaire, exploite sans vergogne des travailleurs sans-titre de séjour, aux vues de toutes les autorités, pour comprimer ses coûts de main d'œuvre dans le cadre du dumping social effréné qui règne dans ce secteur de la logistique.

Les activités sur les chantiers des agences Chronopost sont sous-traitées à des boîtes comme Derichebourg, qui souvent font recruter les sans-papiers par leur propre filiale d'intérim (ici Derichebourg intérim).

Tous ces patrons, donneurs d'ordre et sous-traitants, se cachent dans un déni permanent en refusant d'admettre leur recours à ce système d'exploitation des travailleurs sans titre.

Les contrats sont bien entendus ultra précaires, à la journée ou la semaine, les salaires indignes, entre 600 et 900 euros par mois.

Malgré tout, la Poste a été condamnée en décembre 2023 au TJ de Paris pour non-respect du devoir de vigilance, concernant précisément ce recours au travail sans-titre dans le cadre du système de sous-traitance.

Mais jamais les différentes autorités (ministère du travail, de l'intérieur, de l'économie) qui ont soit la tutelle, soit le pouvoir de contrôle de La Poste, ne se sont mouillées dans cette affaire.

Bien au contraire, elles ont constamment elles aussi regardé ailleurs, et abandonné les travailleurs exploités à leur sort. **La collusion avec ce patronat, que les travailleurs dénoncent comme « patrons voyous », est évidente.**

La lutte a pu imposer le dépôt de 32 dossiers d'occupants du piquet en préfecture à Créteil, dont les 18 Chronopost. A ce jour, seuls 15 camarades ont été régularisés, dont 4 Chronopost. On est donc bien loin du compte, et c'est pour cela que la lutte se poursuit depuis plus de 3 ans.

Cette lutte, une des plus longues des luttes de l'immigration, est également, dans la période, une des luttes les plus longues et déterminées du mouvement ouvrier !

Les occupants du piquet ont clairement décidé de rester unis pour continuer à se battre pour leur régularisation. Ils manifestent tous les vendredis devant la préfecture à Créteil.

Pour rogner sur les salaires, pour imposer des cadences infernales, pour attaquer les droits sociaux de toutes et tous, les patrons comme La Poste, Derichebourg et bien d'autres, avec la complicité de l'Etat qui les protège, exploitent la misère et le travail des sans-papiers !

Ces patrons tentent en permanence de nous diviser en s'appuyant sur les délires racistes et xénophobes des politiciens qui mènent la guerre aux immigrés-es.

Les Retailleau, Darmanin, Macron, Le Pen, Bardella, Zemmour...s'acharnent à désigner les étrangers comme responsables de tout ce qui va mal dans le pays. Mais ils sont au garde à vous devant ce patronat qui tire ses profits de l'exploitation des travailleurs sans titres !

Ensemble, pour nos intérêts communs, renforçons nos luttes unies d'exploité-e-s, pour nous défendre toutes et tous, par-delà nos origines ou nationalités, avec ou sans papiers.

Le combat continue donc pour la régularisation de tous-tes les sans-papiers !



Soutien financier à la lutte : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>